



ROPPA



**les investissements dans l'agriculture
pour renforcer l'agriculture familiale et les
systèmes alimentaires durables en Afrique**



Atelier des agriculteurs africains sur “les investissements dans l’agriculture pour renforcer l’agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique”

4 et 5 Mai 2011, Mfou, Cameroun

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Le présent rapport est dédié à Ndiogu Fall, président fondateur du ROPPA et coorganisateur de l’atelier de Mfou, qui a consacré sa vie au mouvement paysan en Afrique.

Atelier des agriculteurs africains sur “les investissements dans l’agriculture pour renforcer l’agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique”

4 et 5 Mai 2011, Mfou, Cameroun

Rapport de Synthèse

Le présent rapport est dédié à Ndiogu Fall, président fondateur du ROPPA et coorganisateur de l’atelier de Mfou, qui a consacré sa vie au mouvement paysan en Afrique.

Sommaire

1. Introduction et résumé des résultats	1
2. Contexte: stratégies et réalités des investissements dans l’agriculture en Afrique aujourd’hui	3
3. Agriculture familiale en Afrique: concepts, réalités et potentiel pour le renforcement des systèmes alimentaires durables	6
4. Contraintes rencontrées par les exploitants agricoles familiaux africains et leurs propositions pour les investissements dans l’agriculture	8
5. Amélioration de la participation des organisations paysannes dans et impact sur la conception et la mise en œuvre des politiques agricoles et les programmes d’investissement	10
6. Plan d’action	12
Annexes:	
1. Programme	15
2. Participants	17
3. Actions/processus clé de prise de décisions sur les investissements dans l’agriculture en Afrique et sur le plan international	18

les investissements dans l'agriculture pour renforcer l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique

perspectives des agriculteurs africains

La question des investissements dans l'agriculture est une question essentielle en Afrique et la manière et la cible où sont dirigés ces investissements est une préoccupation importante pour les exploitants agricoles familiaux africains et leurs organisations. Du PDDAA au Comité révisé sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, la priorité est accordée à l'accroissement des investissements pour assurer la sécurité alimentaire. Bien qu'il y ait actuellement un engagement de la part des institutions multilatérales et de nombre de bailleurs de fonds à accorder une plus grande priorité à l'appui aux exploitants agricoles familiaux, de nombreuses questions doivent être étudiées en profondeur pour s'assurer que le soutien proposé est celui souhaité et est potentiellement bénéfique aux exploitants agricoles familiaux africains et leurs systèmes alimentaires durables. Les systèmes d'agriculture familiale productifs et résistants actuellement nourrissent plus de 80% de la population africaine et pourrait en nourrir davantage

Les plateformes paysannes Africaines concluent que pour défendre et promouvoir l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire, il convient de:

1. avoir une approche commune face aux investissements agricoles néfastes qui captent les ressources productives, imposent des modèles de production industriels et mettent en œuvre des politiques, stratégies et la recherche et d'autres programmes qui détruisent les systèmes alimentaires locaux ;
2. réorienter les investissements dans l'agriculture vers des modèles de production plus agro écologiques, sensibles à la biodiversité et résistants, soutenus par une recherche participative, le développement et la vulgarisation des systèmes sous le contrôle des agriculteurs ;
3. accorder la priorité aux investissements agricoles qui soutiennent les exigences d'infrastructures et d'intrants de l'agriculture familiale durable ;
4. sécuriser les investissements dans l'agriculture pour améliorer l'efficacité, les capacités et les aptitudes des organisations et des réseaux paysans, y compris la capacité des agriculteurs à s'auto organiser, par exemple en coopératives ayant des principes sociaux, économiques, de bien-être et d'équité;
5. s'assurer qu'il existe une participation significative de nos réseaux et organisations, particulièrement par l'utilisation de l'approche adoptée par les États en faveur de l'engagement de la société civile dans le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) qui reconnaît l'autonomie des organisations de la société civile et les invite - surtout les petits producteurs de denrées alimentaires - comme participants à part entière. Les accords existants par exemple dans le PDDAA accéléré et d'autres programmes d'investissements ne sont pas assez efficaces.

1. Introduction

L'atelier était organisé par la PROPAC, le ROPPA, l'EAFF et la PAFO. Les participants étaient des responsables ou des membres du personnel des plateformes d'exploitants agricoles familiaux au niveau de l'Afrique de l'ouest, du centre et de l'est et au niveau du continent, des conseillers et représentants d'ONG du réseau EuropAfrica. Il s'est tenu à Mfou, au Cameroun avec le soutien de Terra Nuova, le réseau More and Better, Concord, Practical Action et la FAO.

La question des investissements dans l'agriculture est une question essentielle en Afrique et la manière et la cible où sont dirigés ces investissements est une préoccupation importante pour les exploitants agricoles familiaux africains et leurs organisations. Du PDDAA au Comité révisé sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, la priorité est accordée à l'accroissement des investissements pour assurer la sécurité alimentaire. Bien qu'il y ait actuellement un engagement de la part des institutions multilatérales et de nombre de bailleurs de fonds à accorder une plus grande priorité à l'appui aux exploitants agricoles familiaux, de nombreuses questions doivent être étudiées en profondeur pour s'assurer que le soutien proposé est celui souhaité et est potentiellement bénéfique aux exploitants agricoles familiaux africains et leurs systèmes alimentaires durables.

L'atelier avait pour objet de lancer un processus de réflexion au cours de l'année 2011 qui affinerait et approfondirait les stratégies et méthodologies par lesquelles les organisations nationales, régionales et continentales des exploitants agricoles familiaux et d'autres petits producteurs pourraient avoir une influence efficace sur les politiques, particulièrement les investissements dans l'agriculture¹.

Il a examiné l'état des lieux des investissements dans l'agriculture en Afrique vu sous l'angle des agriculteurs africains ; il a exploré les principes clé pour des investissements qui renforceront l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables ; et proposé des actions pour influencer les décisions.

Dans ce contexte, les délibérations de l'atelier ont été subdivisées en 4 thèmes: 1) Agriculture familiale et systèmes alimentaires; 2) Stratégies d'investissements dans l'agriculture par la communauté internationale et implications pour l'agriculture familiale; 3) Organisations paysannes et processus de conception et de mise en œuvre des politiques et programmes d'appui: quelle participation/implication et quels résultats?; 4) étapes suivantes – plans d'actions prioritaires, calendrier, acteurs et organisations, ressources.

La méthodologie de l'atelier a utilisé trois approches pour aborder chaque point de l'ordre du jour. Tout d'abord, chaque région a présenté la situation des investissements et de l'agriculture familiale pour donner une base de partage de connaissances et de compréhension, et faciliter la formulation des positions à proposer et à défendre. Deuxièmement, sur la base de ces contributions et des informations fournies par les ONG présentes, l'on a procédé à une analyse des perspectives de l'agriculture familiale et les défis auxquels elle fait face, pour traiter les besoins en investissements de manière pertinente, en tenant compte des programmes actuellement en cours, de leurs résultats et de leurs limites. Troisièmement, les contributions ont été faites pour un plan d'action. Toutes ces actions avaient pour but de fournir une feuille de route et de suggérer la manière de diffuser et de s'appuyer sur les conclusions de l'atelier, dans l'optique de renforcer les organisations paysannes et la PAFO dans son activité de sensibilisation de ses membres, d'interface avec les gouvernements et les partenaires au développement et de plaider dans les forums pertinents.

Dans le contexte des débats sur la défense des systèmes d'agriculture familiale productifs et résistants qui actuellement nourrissent plus de 80% de la population africaine et pourrait en nourrir davantage, l'atelier a résumé l'analyse dans les différentes régions de l'état des investissements dans l'agriculture en Afrique et leurs impacts sur l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables et la sécurité alimentaire, et déterminé les actions collectives.

¹ La définition donnée au mot "agriculteurs" au cours de cette rencontre renvoyait à un terme qui inclue les femmes et les hommes, les paysans et autres exploitants agricoles familiaux, les éleveurs et bergers nomades, les pêcheurs et autres personnes impliquées dans la pêche, les habitants de la forêt, les peuples autochtones et autres petits fournisseurs de produits alimentaires, à la fois en zones rurales et urbaines. De même, le terme 'agriculture' a été utilisé dans son sens large pour faire référence aux systèmes multiples de production alimentaires et non-alimentaires, de collecte et de récolte à la fois en zones rurales et urbaines, à travers l'agriculture, l'élevage, le pastoralisme, les pêches, l'aquaculture, le maraichage et la collecte des produits forestiers.

Résumé des résultats:

Les plateformes d'OP s'engagent à développer leurs connaissances et à renforcer et approfondir leur analyse de la dynamique des investissements et de partager les informations avec les membres et d'autres réseaux au sein de la PAFO. Elles ambitionnent de trouver les voies et moyens d'améliorer les capacités des réseaux à faire entendre la voix unie des organisations paysannes à tous les niveaux, et à défendre les intérêts de tous les exploitants agricoles familiaux africains dans les forums de prise de décisions.

Elles s'engagent aussi à développer et à défendre, dans tous les différents forums nationaux, régionaux, continentaux et internationaux, les stratégies de plaidoyer qui sont nécessaires d'urgence pour réorienter les investissements dans l'agriculture et pour défendre l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire. L'atelier a lancé un processus pour déterminer dans les différentes régions la typologie de l'agriculture familiale et ses besoins de développement et de soutien afin de partager ces informations à travers le continent. Les processus d'engagement dans la prise de décisions – aux niveaux national, régional, continental et international – seront encouragés particulièrement par l'utilisation de l'approche adoptée par le Comité des Nations Unies sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSAM). Dans ce contexte, la présidente de l'Organisation Panafricaine des Organisations Paysannes (PAFO) est encouragée à mettre en place un groupe de travail pour mettre à disposition les informations et mener des analyses sur les questions majeures qui touchent aux investissements dans l'agriculture, à d'autres politiques agricoles et aux sujets connexes.

Les plateformes paysannes concluent que pour défendre et promouvoir l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire, il convient de:

1. avoir une approche commune face aux investissements agricoles néfastes qui captent les ressources productives, imposent des modèles de production industriels et mettent en œuvre des politiques, stratégies et la recherche et d'autres programmes qui détruisent les systèmes alimentaires locaux ;
2. réorienter les investissements dans l'agriculture vers des modèles de production plus agro écologiques, sensibles à la biodiversité et résistants, soutenus par une recherche participative, le développement et la vulgarisation des systèmes sous le contrôle des agriculteurs ;
3. accorder la priorité aux investissements agricoles qui soutiennent les exigences d'infrastructures et d'intrants de l'agriculture familiale durable ;
4. sécuriser les investissements dans l'agriculture pour améliorer l'efficacité, les capacités et les aptitudes des organisations et des réseaux paysans, y compris la capacité des agriculteurs à s'auto organiser, par exemple en coopératives ayant des principes sociaux, économiques, de bien-être et d'équité;
5. s'assurer qu'il existe une participation significative de nos réseaux et organisations, particulièrement par l'utilisation de l'approche adoptée par les États en faveur de l'engagement de la société civile dans le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) qui reconnaît l'autonomie des organisations de la société civile et les invite - surtout les petits producteurs de denrées alimentaires - comme participants à part entière. Les accords existants par exemple dans le PDDAA accéléré et d'autres programmes d'investissements ne sont pas assez efficaces.

2. Investissements dans l'agriculture en Afrique: contexte: opportunités et défis

La crise alimentaire a ouvert une fenêtre d'opportunités en provoquant une reconsidération des stratégies d'investissements pour parvenir à la sécurité alimentaire, mais n'a pas encore conduit à une réorientation déterminante des approches.

L'insécurité alimentaire en Afrique est une question structurelle.

L'insécurité alimentaire en Afrique est la résultante de trois décennies de politiques catastrophiques qui ont réduit le soutien public à l'agriculture tout en ouvrant les marchés africains à la concurrence déloyale des produits moins chers et subventionnés venant de l'étranger. Les investissements dans l'agriculture, qui ont considérablement été réduits, ont été orientés vers les cultures d'exportation qui ciblent le marché mondial plutôt que vers les produits alimentaires pour la consommation locale. Cette situation a favorisé la croissance des systèmes industriels qui empoisonnent l'environnement et arrachent les terres et l'eau des paysans, bergers nomades et ceux qui pratiquent la pêche artisanale.

La crise des prix des denrées alimentaires a donné lieu à un éventail de propositions de stratégies contrastées

La crise des prix des denrées alimentaires avec son impact sur la sécurité nationale a sonné un appel au sursaut. Aujourd'hui, les gouvernements et les institutions s'accordent à reconnaître l'impératif de la sécurité alimentaire, la nécessité d'accroître les investissements dans l'agriculture pour renforcer la production alimentaire locale, particulièrement dans les pays déficitaires sur le plan alimentaire, dans le but de résoudre les questions de risque et de résistance telles que les changements climatiques et la volatilité des prix. Seulement, des stratégies très différentes sont proposées pour atteindre ces objectifs.

La plupart de gouvernements et d'institutions reconnaissent, tout au moins en paroles, la nécessité de soutenir les petits producteurs comme acteurs clé dans l'atteinte de la sécurité alimentaire. Certains lient la sécurité alimentaire aux changements climatiques et à la réduction de la pauvreté. Ils reconnaissent le rôle de l'agriculture familiale durable – en comparaison à l'agriculture industrielle – dans la création d'emplois, l'impulsion de l'économie locale et la fourniture des services environnementaux.² D'autres cependant mettent l'accent sur l'amélioration de la productivité par l'utilisation des technologies industrielles comme facteur clé dans l'atteinte de la sécurité alimentaire. Ils ont tendance à voir l'agriculture familiale comme un mode de production archaïque, incapable de nourrir la population africaine et qui doit être 'modernisée' à travers une transition vers des systèmes agroalimentaires industriels tirés par le marché dans lesquels certains petits producteurs pourraient participer via des accords contractuels.³

La plupart oublie que les exploitants agricoles familiaux fournissent l'essentiel de la production alimentaire de l'Afrique

La plupart de gouvernements et d'institutions – en Afrique et dans le monde – ont tendance à ignorer les preuves que les exploitants agricoles familiaux africains satisfont AUJOURD'HUI jusqu'à 80% des besoins alimentaires de l'Afrique en dépit du fait qu'ils reçoivent très peu ou pas de soutien de politique et de programme. Cette ignorance est complexifiée par une tendance à séparer les investissements des questions du type de modèles agricoles mieux adaptés à l'atteinte des objectifs de la sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, de réduction de la pauvreté. Pourtant, de plus en plus de rapports, à l'instar de celui du Rapporteur Spécial sur le Droit à l'Alimentation et l'Évaluation Internationale sur les Connaissances Agricoles, la Science et la Technologie⁴, documentent le fait que les petits producteurs qui adoptent les approches agro écologiques sont capables de produire suffisamment de nourriture pour la population en expansion, de même que de garantir l'amélioration de l'équité et une restauration de l'environnement.

² Voir par exemple le cadre de politique de la CE pour aider les pays en développement à relever les défis de la sécurité alimentaire. http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2010_0127_EN.PDF

³ Voir par exemple la 'Nouvelle Vision pour l'Agriculture' du Forum Économique Mondial http://www3.weforum.org/docs/IP/AM11/CO/WEF_AgricultureNewVision_Roadmap_2011.pdf et la proposition de SAGCOT pour la Tanzanie <http://www.africacorridors.com/sagcot/>.

⁴ Voir les documents de l'IAASTD à l'adresse www.iaastd.net, et les explications et commentaires dans "Agriculture à la croisée des chemins" – rapport d'une conférence au Parlement britannique www.ukfq.org.uk. Voir le rapport sur l'agroécologie et le droit à l'alimentation à RtF à l'adresse http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_en.pdf

Le discours n'est très souvent pas suivi d'action

Le discours sur la nécessité d'investir dans l'agriculture pour combattre l'insécurité alimentaire n'est pas suivi d'action. Certains gouvernements africains, à l'instar de ceux du Burkina Faso, ont en effet pris des mesures pour soutenir la production alimentaire par les exploitants agricoles familiaux au début de la crise des prix de denrées alimentaires de 2008 avec des résultats positifs. Toutefois, l'engagement de consacrer au moins 10% du budget national à l'agriculture, adopté par les Chefs d'État et de Gouvernement d'Afrique au Sommet de l'UA à Maputo en 2003 a été atteint par moins d'une poignée de gouvernements. Certaines politiques agricoles nationales et régionales mettent l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire au centre de leurs stratégies⁵, pourtant il existe un grand fossé entre ces politiques et les programmes formulés pour leur mise en œuvre. Par exemple, la CAE dispose d'une stratégie et d'une politique de RDA qui ont été adoptées il y a plus de 5 ans de cela, mais qui restent relativement inappliquées, en dépit des cycles persistants de sécheresse dans la région, avec certains pays de la zone qui émettent des interdictions sur les exportations des produits agricoles vers leurs voisins, bien qu'ils soient dans une union douanière complète et qu'ils aient déjà ratifié le protocole d'un marché commun qui permet la libre circulation des personnes et des biens.

Du côté de la communauté internationale, les promesses d'APD n'ont pas été suivies de décaissements. Lors de leur rencontre de L'Aquila en 2008, le G8 a promis 22 milliards de dollars d'investissements dans l'agriculture en faveur des pays en développement pour la période 2009-2011, dont seulement 6,7 milliards de dollars se sont révélés être de nouvelles ressources additionnelles. Au moment où la réunion de l'AFSI se tenait à Paris en avril 2011, les décaissements se montaient à seulement 4,2 milliards de dollars. Ces programmes qui ont été financés par l'APD n'ont très souvent pas appliqué des approches très différentes pour mieux cibler la sécurité alimentaire et les petits producteurs.⁶

Nouvelles sources d'investissements qui sont apparues à côté de l'APD et des dépenses gouvernementales

Les nouvelles formes d'investissements privés et privés/publics sont apparus fortement sur la scène. Elles ciblent des objectifs différents de ceux de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, le développement, et sont guidées par un éventail d'intérêts allant du politique (desir des pays riches déficitaires en denrées alimentaires de délocaliser la production alimentaire) au commercial (par exemple les biocarburants), à la spéculation financière (par exemple la spéculation par les fonds d'investissements). Elles résultent en une transformation en marchandises des ressources foncières et hydriques de l'Afrique, plus visible sous la forme de l'accaparement des terres. La concurrence pour les marchés urbains africains des produits alimentaires en expansion (un des rares marchés de produits alimentaires en expansion dans le monde) se profile aussi à l'horizon.

Les gouvernements africains ont tendance à rivaliser d'adresse pour capter ces nouveaux flux d'investissements en offrant un accès moins cher et facile aux ressources. Dans cet élan, ils sont aidés par les législations permissives sur les investissements encouragés par les Traités d'investissements bilatéraux et le conseil de politique de la Société Financière Internationale du Groupe de la Banque Mondiale. La gouvernance irresponsable et la corruption sont en outre une préoccupation. La collusion entre les Investissements Directs Étrangers, les autorités nationales et le capital national est généralisée, mais pas assez documentée. Il y a par ailleurs collusion entre les intérêts des sociétés et les partenaires au développement et les fondations philanthropiques qui œuvrent comme interlocuteurs principal pour les entreprises multilatérales dans les domaines comme l'introduction de produits de la recherche biotechnologique et les législations permissives sur la bio-sécurité.

⁵ Par exemple la politique agricole régionale de la CEDEAO, ECOWAP, et le Document Cadre sur l'Agriculture Nationale au Mali.

⁶ Un exemple est donné par le Programme d'Agriculture et de Sécurité Alimentaire Mondiale (GAFSP- www.gafspfund.org) géré par la Banque Mondiale qui jusqu'ici a eu tendance à soutenir les activités qui résorbent les écarts ou à renforcer les programmes déjà en exécution par la Banque Mondiale et les Banques Régionales de Développement. Les membres de la société civile du Comité de Pilotage de la GAFSP plaident pour une révision des critères d'appel d'offres de la GAFSP pour privilégier les objectifs de sécurité alimentaire et d'appui aux exploitants agricoles familiaux.

Beaucoup de bruits sur les IDE et l'APD, mais l'essentiel des investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes

Il est de plus en plus reconnu que le rôle des IDE et de l'APD dans les investissements en agriculture est marginal. Ce qui importe ce sont les investissements gouvernementaux dans le pays et par dessus tout, les investissements réalisés par les exploitants agricoles familiaux eux-mêmes, lesquels représentent l'essentiel des investissements dans l'agriculture.⁷ Selon les statistiques, en 2007, sur un total de 189 milliards de dollars d'investissement dans l'agriculture, dont 139 milliards provenaient des sources locales (public et sur les exploitations), seuls 3 milliards de dollars venaient des IDE. Il s'ensuit que ce qui peut faire plus de différence en termes de sécurité alimentaire est la conception d'un environnement de politique et réglementaire favorable et la garantie des investissements publics dans les biens publics essentiels pour encourager et valoriser l'efficacité des investissements des exploitants agricoles familiaux sur les exploitations.

Qui décide de quels politiques et investissements promouvoir?

Tels que détaillé à la section 5 ci-après, les mouvements des exploitants agricoles familiaux en Afrique ont construit leur force organisationnelle et développé leurs capacités pour promouvoir et défendre le développement alternatif et les propositions d'investissements dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Ils sont désormais capables de représenter les intérêts des investisseurs agricoles primaires dans les réflexions et négociations sur les investissements agricoles, mais ils ne sont pas suffisamment impliqués dans la prise des décisions à tous les niveaux. La participation des parties prenantes doit être une composante clé du processus PDDAA, mais la ruée vers les investissements accélère le processus PDDAA compact et le processus de Plan d'Investissements des Pays à un tel niveau que la participation des acteurs et l'impact sur la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes devient de plus en plus difficile.

Aux niveaux régional, continental et mondial, il y a une multiplication des propositions de directives, de codes éthiques et de principes pertinents aux investissements agricoles à tous les niveaux. Seuls quelques d'entre elles – notamment les Directives Volontaires de la FAO sur la Gouvernance dans les Systèmes fonciers et de Ressources naturelles - impliquent les acteurs les plus concernés dans le processus de formulation de façon significative. D'autres, à l'instar des Principes IAR formulés par la Banque Mondiale, la FAO, le FIDA et la CNUCED n'ont pas connu l'implication des acteurs de la société civile (ou gouvernements) et risquent de légitimer les décisions irresponsables sur les investissements privés et privés/publics au détriment des exploitants agricoles familiaux et des systèmes alimentaires durables. Le Comité révisé de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSAM), dans lequel les organisations des exploitants agricoles familiaux sont des participants à part entière et actifs offre une occasion potentielle de faire peser toutes les préoccupations de sécurité alimentaire sur les stratégies d'investissements dans l'agriculture.

⁷ Ceci constituera un message majeur de l'édition 2012 de l'État de l'Alimentation et de l'Agriculture (SOFA) de la FAO consacrée aux investissements dans l'agriculture.

3. Agriculture familiale en Afrique: concepts, réalités et potentiels de renforcement des systèmes alimentaires durables

Considérations préliminaires

Pour discuter de l'agriculture familiale de façon significative, il est nécessaire de définir les **objectifs** de l'agriculture en Afrique. Cette étape n'a pas encore été réalisée dans nombre de pays africains qui n'ont pas adopté une politique agricole nationale. Lorsqu'un tel exercice d'orientation stratégique est entrepris, plusieurs autres questions clé apparaissent qui doivent être traitées. Il s'agit de:

- Quel(s) type(s) de marché(s) devrait-on créer ou promouvoir, avec quels acteurs?
- Quels types de mesures d'accompagnement sont nécessaires pour ajouter de la valeur aux produits?
- Quels autres services sociaux, culturels, économiques et environnementaux, autres que la seule production, les Africains veulent-ils que l'agriculture offre ?

L'agriculture familiale doit être analysée de façon holistique et multifonctionnelle. Lorsque ce type de cadre plus large est appliqué, les avantages de l'agriculture familiale durable en comparaison à l'agriculture industrielle deviennent très évidents, tel que documenté dans un ensemble croissant d'études.

Qu'entendons-nous par agriculture familiale et exploitations familiales agricoles?

Il peut être utile de commencer par détruire certains mythes erronés. L'agriculture familiale **n'est pas** un modèle d'agriculture archaïque, enfermé dans les exploitations de taille très petite et figées dans un destin de production de subsistance en déclin. Bien au contraire, c'est un modèle diversifié et en constante évolution qui est parfaitement capable d'accroître sa contribution déjà substantielle à la sécurité alimentaire et au bien-être économique, social et environnemental des pays et régions africains.

L'agriculture familiale est un mode de vie, de même qu'un mode de production. Elle s'oppose au modèle d'agriculture industrielle d'abord par ses objectifs. Alors que l'agriculture industrielle vise uniquement la création des bénéfices à partir des capitaux financiers, l'objectif premier de l'agriculture familiale est la reproduction de l'unité familiale à travers la production alimentaire pour la consommation du ménage et par la suite, pour la création des revenus dans le but de satisfaire les autres besoins de ses membres.

Par définition, une **exploitation familiale agricole** est une unité/entité de production humaine dans laquelle les exploitants agricoles (et leurs associés) appliquent un système de production agricole.

Les unités agricoles peuvent être classées en deux catégories associées à deux modes de production qui ont des bases très différentes:

- Les exploitations familiales agricoles;
- Les entreprises agricoles industrielles (agrobusiness et agro-industrie).

L'exploitation familiale agricole peut être définie comme suit:

Une personnalité morale composée de deux ou plusieurs membres unis par les liens familiaux ou coutumiers qui exploitent les facteurs de production en commun – en zones rurales ou urbaines – pour générer des ressources (pour la reproduction sociale, de même que pour les ressources financières, matérielles, morales...). L'exploitation familiale agricole fonctionne sous la direction d'un de ses membres, homme ou femme. Sa priorité est de produire de la nourriture pour les membres de l'unité et, par la suite, de créer des richesses pour contribuer à leur bien-être.

Le chef de l'unité est chargé de gérer les activités de l'exploitation et de garantir la meilleure exploitation possible des facteurs de production tout en respectant l'environnement. Il ou elle exerce cette activité à titre principal. Les membres de l'unité - hommes, femmes et jeunes - ont la responsabilité de travailler pour parvenir à la viabilité économique et sociale de l'exploitation.

En d'autres termes:

Une exploitation familiale agricole est un groupe de personnes unies par les liens de famille qui produisent, tout en préservant l'environnement, pour tout d'abord se nourrir et mettre l'excédent de production à la disposition du marché local ou ailleurs pour générer des revenus et améliorer leurs conditions de vie. Elle est dirigée par un homme ou une femme membre de l'exploitation.

Principes de base

Il existe une variété de typologies de l'agriculture familiale, entre les régions africaines et au sein de chaque région. Cartographier ces typologies et les types de soutien de politique et de programme/en investissements qu'elles requièrent est un engagement prioritaire des plateformes paysannes régionales d'Afrique. Toutefois, l'agriculture familiale à travers l'Afrique répond à un ensemble de principes de base qui sont liés et ne sauraient être dissociés:

- Le modèle d'agriculture encouragé par les exploitations familiales agricoles vise à nourrir tout d'abord ses membres et ensuite à générer des revenus.
- C'est un modèle qui – contrairement à l'agriculture industrielle – permet de travailler en harmonie avec l'environnement en respectant les principes de durabilité basés sur les modes de production agro écologiques.
- Elle crée des emplois durables pour les membres de l'unité et pour les autres personnes à l'extérieur de l'exploitation tels que les artisans locaux et les petits commerçants.
- Elle promeut systématiquement la diversification de la production. En mettant la priorité sur la réduction des risques plutôt que la maximisation des profits, elle combat les systèmes de monoculture industriels qui détruisent l'environnement;
- Elle contribue à l'organisation des marchés locaux de produits alimentaires selon une approche par niveaux: du ménage jusqu'au village, à la commune ou district, à la région et ainsi de suite. Elle contribue à l'économie sociale et à la solidarité en promouvant une meilleure redistribution des ressources générées;
- Elle promeut la recherche au sein de l'espace de production et organise la formation professionnelle continue structurée autour des activités agricoles et du mode de vie;
- Les moyens de production sont sous le contrôle des membres de l'exploitation agricole;
- Elle est orientée vers l'atteinte de la souveraineté alimentaire et le respect de la dignité humaine.

Agriculture familiale et besoins alimentaires de l'Afrique

Les exploitations familiales agricoles produisent jusqu'à 80% de la nourriture consommée dans les pays africains, l'essentiel de cette production n'entre pas dans le marché formel. Elles fournissent des emplois à 70% de la population, directement et en stimulant les économies locales, et constituent la seule solution potentielle d'absorption de la population croissante de jeunes sans emploi. Elles utilisent une grande proportion de terres cultivées, en jachère et de pâturage⁸ et sont responsables de la gestion durable de l'essentiel des ressources naturelles de l'Afrique. Elles constituent une réponse aux risques de volatilité des prix des denrées alimentaires. Les recherches menées au Sénégal montrent que les exploitations familiales agricoles produisent deux tiers de toute la nourriture consommée dans le pays aujourd'hui et pratiquement toutes les céréales sèches qui constituent l'aliment de base de plus de 60% de la population.⁹ Si elles bénéficiaient des mesures d'accompagnement politiques, économiques et sociales nécessaires, elles pourraient nourrir la population croissante de l'Afrique de manière durable et contribuer à une économie plus dynamique et équitable.

⁸ Voir Joan Baxter, 7 avril 2011 "La Guerre contre les Exploitants Agricoles Familiaux de l'Afrique" <http://allafrica.com/stories/201104080804.html>

⁹ "Les exploitations familiales ont la capacité de nourrir le Sénégal" - [http://www.cncr.org/IMG/pdf/forum_paysan_message_1_texte_1 .pdf](http://www.cncr.org/IMG/pdf/forum_paysan_message_1_texte_1.pdf)

4. Contraintes et propositions

Tel que décrit dans la section précédente, les exploitants agricoles familiaux africains et leurs systèmes alimentaires durables sont capables de nourrir l'Afrique et plus, s'ils bénéficient de la protection et du soutien adéquat et ceci pourrait être favorisé par une réorientation des investissements agricoles. La question principale est par conséquent la suivante: comment s'assurer que les investissements dans l'agriculture sont orientés vers le modèle de production incarné par l'agriculture familiale?

De nombreuses autres questions ont été soulevées au cours de l'atelier, lesquelles soulignaient les défis majeurs auxquels est confrontée l'agriculture familiale, y compris:

- Comment peut-on sécuriser l'accès des exploitants agricoles familiaux à la terre et aux autres ressources de production sans promouvoir la privatisation des terres du pays?
- Comment peut-on renforcer la visibilité de l'agriculture familiale et réorienter les choix des consommateurs vers les produits locaux face à la perte des habitudes alimentaires traditionnelles suite aux aides alimentaires et au dumping des produits alimentaires importés, etc ?
- Comment peut-on accorder la priorité à une approche qui met l'accent sur le revenu général des exploitants agricoles familiaux plutôt qu'une approche basée sur les prix qui ne prend pas en compte les dépenses supportées par l'exploitation agricole pour se nourrir, de même que pour générer suffisamment de revenus pour les besoins sociaux de base tels que l'éducation, la santé, le logement et l'eau.
- Comment peut-on organiser les marchés locaux, nationaux et régionaux de manière à mieux intégrer l'agriculture familiale dans un système économique basée sur la solidarité sociale qui crée des emplois et redistribue les richesses?
- Comment peut-on développer la recherche dans les méthodes et techniques agro écologiques, de manière participative, pour accorder la priorité à la production, à la transformation et à la fourniture des denrées alimentaires locales produites de façon durable par les exploitations familiales agricoles ? comment peut-on mieux partager les résultats de cette recherche au niveau des exploitants agricoles familiaux pour faciliter l'adoption des techniques de production innovantes ? comment la fourniture d'informations peut-elle soutenir l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables ?
- Comment l'assistance technique et la vulgarisation peuvent-elles être organisées pour soutenir l'agriculture familiale – à la fois la production et la transformation locale qui donne de la valeur ajoutée?
- Comment les politiques agricoles cohérentes peuvent-elles être développées dans le cadre de la souveraineté alimentaire?
- Comment les organisations, les plateformes et les réseaux paysans peuvent-ils se prémunir de la création imposée des structures parallèles par les États, les ONG et les programmes internationaux, qui va empêcher l'adoption d'un front commun pour soutenir l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables par nos réseaux établis?

Après des débats approfondis, les participants ont identifié quatre séries de contraintes qui ont été résumées ci-après; et ont fait une série non exhaustive de propositions sur la manière de les résoudre. En outre, une cinquième contrainte a été identifiée – celle relative à la 'participation' – et elle est traitée séparément dans la section subséquente.

Contrainte:

- Face à l'accaparement généralisé des terres et des eaux, la privatisation des ressources naturelles et des semences des agriculteurs et d'autres ressources, de même que les différentes menaces aux ressources naturelles telles que la dégradation des sols et la réduction des terres de pâturage, les impacts des changements climatiques, les exploitants agricoles familiaux doivent être capables de sécuriser l'accès et le contrôle des moyens de production – terres, eau, semences, biodiversité agricole et énergie- surtout pour les femmes et les jeunes, lesquels sont nécessaires au renforcement de l'agriculture familiale.

Proposition

Pour y arriver, une résistance cohérente à travers les régions est nécessaire pour s'opposer à la saisie, à la transformation en marchandises et à la privatisation des ressources et il faut que les politiques, dans le cadre de la souveraineté alimentaire, soient développées aux niveaux national et régional pour protéger les ressources et améliorer la résistance de la production agro écologique¹⁰, nécessaires à l'agriculture familiale aujourd'hui et à l'avenir.

¹⁰ L'évolution nécessaire vers la production agro écologique est une initiative qui devrait intégrer l'agriculture, l'élevage et les pêcheries dans le système de production, le cas échéant

Contrainte:

- L'absence de crédits à long terme, de financement et d'assurance pour soutenir surtout les femmes, les exploitants agricoles familiaux, le pastoralisme et la pêche artisanale est une contrainte majeure. Ce qui est actuellement disponible ne prend pas en compte les besoins prioritaires des exploitants agricoles familiaux que les bailleurs de fonds ne reconnaissent pas et ne comprennent pas.

Proposition

les fonds mis à disposition à des coûts abordables doivent être disponibles pour l'appui à long terme à l'agriculture familiale et la fourniture des intrants nécessaires pour réaliser leurs systèmes alimentaires durables, par exp. Les semences qui respectent la biodiversité et adaptées au milieu local, stock d'animaux reproducteurs divers, bio pesticides, engrais organiques, équipements de labour appropriés, irrigation et transport et sources d'énergie durables, surtout les sources d'énergie bio.

Contraintes:

- L'existence et l'accès aux marchés appropriés pour les excédents de produits et ceux cultivés ou élevés ou récoltés de façon durable pour les marchés nationaux et régionaux, sont limités. Les infrastructures de transport ne desservent pas les exploitations familiales agricoles dans de nombreux endroits. L'intégration régionale des politiques et pratiques en vue de la libre circulation de biens et des personnes est problématique. Les denrées alimentaires produites localement se battent pour se mesurer aux produits importés subventionnés: la production locale n'est pas protégée. Les facilités de stockage inadaptées sur les exploitations, aux plans national et local, limitent la capacité à réaliser la stabilisation des prix. Les politiques de gestion de l'offre sont faibles ou non existantes. .

Proposition

Les investissements devraient être orientés vers l'amélioration et la facilitation de l'accès aux marchés locaux, nationaux et régionaux, y compris ceux qui sont transfrontaliers et les échanges commerciaux et autres politiques de stabilisation des prix et de protection de l'agriculture familiale devraient être introduites. Les améliorations dans l'organisation des organisations des exploitants agricoles familiaux et de petits producteurs – particulièrement leur capacité à s'auto organiser – devraient être encouragées. Les types appropriés d'organisations comprennent des modèles de coopératives ayant des principes sociaux, économiques, de bien-être et d'équité. Ils sont un véhicule d'approches de développement rural durable et peuvent être des entités qui amélioreront l'accès au crédit, aux services de conseil en agriculture, d'entreposage, de service post récolte, d'entassement et de commercialisation, etc. (l'EAFV a déjà préparé et présenté un cadre de politique régionale sur les coopératives à la CAE et actuellement, au COMESA pour appréciation et adoption par leurs conseils de Ministres respectifs.)

Contrainte:

- La disponibilité limitée des capacités renforcées adaptées à différents niveaux et des infrastructures institutionnelles nécessaires ont été identifiées comme contrainte majeure. Les centres de formation sont nécessaires pour développer les compétences requises afin de renforcer l'agriculture familiale et les marchés locaux et la capacité pour un lobbying efficace. Cette contrainte contribue à la faible implication des plateformes et réseaux paysans dans l'élaboration, le suivi et le contrôle des politiques et stratégies qui doivent être réorientées vers l'atteinte d'un système alimentaire durable offert par l'agriculture familiale et la mise en œuvre des projets agricoles et de développement rural pour soutenir cette orientation. Les compétences sont limitées pour développer les propositions des agriculteurs eux-mêmes dans l'esprit de la réalisation de cette évolution dans la politique et la pratique.

Proposition

Pour atteindre les capacités améliorées en vue de la diversification de l'agriculture familiale sensible à la biodiversité, écologique et résistante, il faut avoir des formations formelles (basées sur les institutions) et informelles (sur les exploitations), les systèmes de vulgarisation d'agriculteur à agriculteur, les systèmes d'informations améliorés, de même que le développement des capacités de politique et de lobbying renforcées aux niveaux national et régional.

5. Participation: améliorer les capacités des organisations paysannes africaines dans, et leur impact sur la conception et la mise en œuvre des politiques agricoles et les programmes d'investissements.

Les exploitations agricoles familiaux à travers l'Afrique ont réagi à l'attaque des politiques d'ajustement structurel et néo-libérales en développant une variété de stratégies pour défendre leurs systèmes alimentaires locaux et en construisant leurs organisations aux niveaux national, régional et continental. Aujourd'hui, les réseaux d'organisations paysannes existent et interagissent avec les gouvernements et les institutions intergouvernementales au niveau national et régional; le ROPPA en Afrique de l'ouest, le PROPAC en Afrique centrale, l'EAFF en Afrique de l'est, la SACAU en Afrique du sud. En octobre 2010, ces quatre plateformes, et l'UMAGRI au Maghreb se sont réunies au Malawi pour former l'Organisation Paysanne Panafricaine (PAFO) qui a été reconnue par l'Union Africaine.

La formulation participative des politiques agricoles et des programmes d'investissements – et le processus PDDAA – ont été un point fort dans le combat des plateformes paysannes pour atteindre une implication significative dans la prise des décisions. Déjà en 2004, les quatre plateformes paysannes d'Afrique subsaharienne ont soumis au NEPAD leur vision concertée de l'agriculture dans le contexte du PDDAA. Depuis lors, elles ont continué à approfondir leurs plateformes de propositions basées sur l'agriculture familiale durable et le contrôle renforcé de leurs systèmes alimentaires dans un cadre de souveraineté alimentaire.¹¹ Elles ont défendu ces plateformes dans les forums aux niveaux national et mondial sur les questions allant des politiques agricoles au commerce (par exp. Les APE et l'OMC), l'accès aux ressources naturelles, la biodiversité, la recherche, la formulation et la mise en œuvre des programmes sectoriels en agriculture et autres.

Ces efforts ont connu un certain degré de succès. Les plateformes paysannes ont été autorisées dans certains pays et régions à organiser les processus de consultations pour intégrer les idées des agriculteurs dans la formulation des politiques agricoles et le régime foncier et les codes pastoraux.¹² Dans certains cas, les plateformes paysannes nationales ont pu obtenir la reformulation des Programmes d'Investissements du Pays pour lesquels elles n'étaient pas associées à la formulation et qui ne répondaient pas aux objectifs de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.¹³ Dans ces cas, les facteurs clé ont été la capacité à parler d'une même voix et à créer des alliances fortes avec d'autres acteurs. L'invitation des responsables du gouvernement et des représentants élus à rendre compte a aussi été efficace.

Toutefois, beaucoup reste à faire. Les plateformes paysannes doivent être capables d'aller au-delà de la défense générique de l'agriculture familiale pour développer leurs propres propositions de politiques et de programmes alternatifs qui renforcent leurs systèmes alimentaires durables plutôt que de les copier dans les systèmes agroindustriels. Elles doivent défendre leur autonomie face aux efforts officiels de créer des plateformes parallèles pour diviser le mouvement. Par ailleurs, pour garantir l'intégrité, les organisations et réseaux légitimes d'exploitants agricoles familiaux doivent être responsables et transparents dans le leadership à tous les niveaux.

Il est nécessaire d'ouvrir les processus de politiques agricoles aux idées et formes de connaissances plus diversifiées venant des agriculteurs et de leurs organisations et que ces processus embrassent les approches participatives de prise de décisions dans l'élaboration des politiques et aussi dans la définition de l'agenda. Beaucoup d'écrits ont été commis sur le type de processus de débats inclusifs qui peuvent garantir une participation significative et décisive.¹⁴ Un succès significatif obtenu par la société civile, y compris particulièrement les mouvements paysans, dans le processus de réforme du Comité des Nations Unies et de la FAO sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSAM), a été la reconnaissance du droit de la société civile à développer de manière autonome un processus inclusif et auto organisé pour l'interaction avec les membres du gouvernement et le CSAM dans l'ensemble – le Mécanisme de la Société Civile (MSC).¹⁵ Dans le CSAM, tous les participants, y compris la société civile, s'engagent dans le débat sur le même pied d'égalité, mais c'est un membre du gouvernement qui est responsable et comptable de la prise de décisions.

¹¹ Voir la Déclaration et le Rapport de Synthèse du Forum de Nyeleni de 2007 sur la Souveraineté Alimentaire (www.nyeleni.org). Voir aussi www.roppa.info, <http://eaffu.org>; www.sacau.info

¹² Par exemple au Sénégal, au Mali, dans la CEDEAO.

¹³ Par exemple, le Burundi et le Bénin.

¹⁴ Voir par exemple les publications de McKeon et Pimbert

¹⁵ Voir le site internet des OSC and le processus CSAM/MS: <http://cso4cfs.org>.

Il est nécessaire de réaliser ce niveau d'engagement significatif dans tous les forums d'élaboration de politiques, y compris ceux qui portent sur les décisions relatives aux investissements agricoles en Afrique et pour l'Afrique. Reconnaître que les mêmes questions sont soulevées à des niveaux différents – du local au mondial – et dans divers forums différents, il est nécessaire de développer des stratégies d'engagement à des degrés multiples qui peuvent permettre aux plateformes paysannes et à leurs alliés de défendre des plateformes de revendications et de propositions communes et cohérentes où il existe une opportunité de produire un effet.

Pour ce faire, les recommandations relatives à la participation sont:

- Améliorer le renforcement des capacités pour les processus de programmes, de politique et de programmes d'investissements (y compris la formulation, l'interprétation, l'analyse, le traçage et la rédaction de rapports) à tous les niveaux, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des réseaux paysans.
- Plaider pour l'établissement à tous les niveaux des cadres institutionnels inclusifs dans lesquels les rôles et responsabilités de tous les acteurs sont clairement définis.
- Aux niveaux du pays et des régions, les organisations paysannes vont s'efforcer d'améliorer leur capacité à faire leurs propres propositions sur les investissements dans l'agriculture et de les soumettre lors des débats/discussions nationaux et régionaux sur les investissements d'une manière cohérente et qui est mutuellement favorable à travers le mouvement.
- Tout en respectant la diversité de vues des différents plateformes et pays, une plateforme commune à travers la PAFO permettra de garantir la cohérence dans l'engagement dans les processus et propositions faits à tous les niveaux.
- Dans le cadre de la PAFO, développer un système de partage d'informations entre les plateformes régionales et d'attraction des ressources humaines disponibles dans les plateformes et organisations partenaires.
- Renforcer les ressources économiques des plateformes paysannes pour garantir les capacités autonomes, auto organisées aux niveaux national/régional/continental.
- Renforcer les alliances avec les OSC, les autres OP et les organisations du même type en Afrique et dans d'autres régions¹⁶
- Développer les connaissances à tous les niveaux, y compris des organisations paysannes individuelles aux plateformes nationales et réseaux régionaux et continentaux sur le processus CSAM/MSC et assurer la continuité de l'engagement et du suivi.

¹⁶ Les alliances sont: *EuropAfrica*; le réseau *More and Better*; le *CIP pour la souveraineté alimentaire*; *CSAM/MSC*

6. Plan d'Action

Dans le cadre des discussions sur la défense de notre système d'agriculture familiale productif et résistant qui fournit actuellement de la nourriture à plus de 80% de la population africaine et pourrait faire mieux, nous nous engageons à partager notre analyse de l'état des investissements agricoles en Afrique et leurs impacts sur l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire avec nos membres et d'autres réseaux au sein de la PAFO. Nous réitérons les points suivants:

1. Nous travaillerons avec nos réseaux et organisations à travers les régions pour adopter une approche commune de défense de l'agriculture familiale et des systèmes alimentaires durables face aux investissements néfastes dans l'agriculture qui sont capables de capter les ressources productives qui devraient être disponibles pour les exploitants agricoles familiaux, les transformant en marchandises et les privatisant, en imposant les modèles de production industriels liés aux intrants et canaux de marchés principalement industriels, la promulgation des politiques, stratégies, la recherche et les autres programmes qui détruisent nos systèmes alimentaires.
2. Nous proposons que les investissements dans l'agriculture soient réorientés vers le développement et la réalisation des modèles de production plus agro écologiques, sensibles à la biodiversité et résistants, en particulier pour la consommation locale, qui doivent être proposés par les organisations paysannes, soutenus par une recherche participative, les systèmes de développement et de vulgarisation sous leur contrôle.
3. Nous voulons nous assurer que la priorité est accordée aux investissements dans l'agriculture qui soutiennent les exigences d'infrastructures en faveur de l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables pour mettre à disposition les intrants nécessaires et garantir que les marchés pour les produits locaux (et généralement plus sains) sont prioritaires et protégés.
4. Nous avons besoin de ressources provenant des investissements dans l'agriculture pour améliorer l'efficacité, développer les capacités et les compétences de nos organisations et réseaux à tous les niveaux, nos systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire, y compris la capacité de nos agriculteurs à s'auto organiser, par exemple en coopératives ayant des principes sociaux, économiques, de bien-être et d'équité.
5. nous recommandons fortement que les forums de prise de décisions sur les investissements en agriculture et les politiques y relatives, à tous les niveaux, s'assurent qu'il y a une participation significative de nos réseaux et organisations, en utilisant particulièrement l'approche adoptée par les États pour l'engagement de la société civile dans le Comité de la Sécurité Mondiale (CSAM). Les accords existants par exemple pour le PDDAA accéléré et d'autres programmes d'investissements ne sont pas efficaces dans la défense de l'agriculture familiale et de nos systèmes alimentaires durables.

Actions spécifiques:

- Encourager la présidente de la PAFO à mettre en place un groupe de travail pour donner des informations et l'analyse sur les questions clé relatives aux investissements dans l'agriculture, d'autres politiques agricoles et problèmes connexes.
- Partager les résultats du présent atelier avec les réseaux régionaux et les organisations membres et approfondir le débat et la compréhension des défis et concepts de base présentés, par exp, la typologie de l'agriculture familiale, son développement et sa défense; et les processus d'engagement aux niveaux national, régional, continental et international, y compris l'approche utilisée au CSAM.
- Développer les processus, dont un atelier continental, pour définir les stratégies, développer et adopter des stratégies de plaidoyer approfondies dans les différents forums nationaux, régionaux et internationaux; qui sont nécessaires d'urgence pour réorienter les investissements dans l'agriculture et défendre l'agriculture familiale, nos systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire.

Étapes à observer pour traduire en actions la vision des organisations paysannes d'Afrique par rapport à l'agriculture familiale et les investissements dans l'agriculture

Action à entreprendre	Par qui et à quel niveau	Cibles	À quelle échéance
Finaliser le rapport de synthèse et l'envoyer aux plateformes régionales et pour traduction	Comité de pilotage de l'Atelier		10 mai 2011
Réactions des plateformes régionales et validation du rapport de synthèse	EAFF PROPAC ROPPA		16 mai 2011
Réflexion sur la typologie des exploitations familiales agricoles et leurs besoins en appui	EAFF PROPAC ROPPA SACAU UMAGRI	Organisations paysannes Institutions publiques Secteur privé Instituts de recherche Partenaires au développement	2011
Atelier continental pour l'harmonisation du concept d'agriculture familiale conduisant à l'élaboration d'un document de position/plaidoyer	PAFO	Plateformes régionales (EAFF, PROPAC, ROPPA, SACAU, UMAGRI)	2011
Plaidoyer en direction des institutions africaines et internationales	EAFF PROPAC ROPPA SACAU UMAGRI PAFO Et alliés.	UA et institutions spécialisées NEPAD Organisation Économiques Régionales (??) et institutions spécialisées institutions Banque Africaine de Développement FAO FIDA La Banque Mondiale UE G20 CSM	En cours (voir la liste partielle des forums à venir à l'Annexe 3)

ANNEXES

ANNEX 1 Programme

Rencontre de réflexion sur les investissements en agriculture au bénéfice de l'agriculture familiale durable

Mfou, Cameroun, 4 et 5 mai 2011

PROGRAMME

Jour 1

4 mai 2011

Session 1: Modérateur - Elisabeth Atangana (PROPAC)

9:00 – 10:00

1. Installation et ouverture de l'atelier
2. Présentation des participants
3. Présentation des objectifs, résultats attendus et de le programme de la rencontre – Mamadou Goïta (ROPPA)
4. Tour de table: atteintes des participants suivi de questions et débats

10:00 – 10:15: Pause-café

10:15 – 13:00

5. Introduction du thème no 1: **Les exploitations familiales et les systèmes alimentaires** – Mamadou Goïta (ROPPA)
6. Présentations par les trois plateformes régionales – Celestin Nga (PROPAC), Stephen Muchiri (EAFF), Mamadou Goïta (ROPPA)
 - a. Actuellement, jusqu'à quel point et comment les exploitations familiales répondent-elles aux besoins alimentaires des populations des zones rurales et urbaines ?
 - b. Quelle est votre vision a cet égard d'ici 10 ans?
 - c. Les politiques et les programmes actuellement en place permettront-ils d'atteindre cette vision ? Sinon, quelles sont les contraintes et les alternatives à proposer ?
7. Débat

13 :00 – 14 :30: Pause –déjeuner

Session 2: Modérateur – Stephen Muchiri (EAFF)

14 :30 – 16 :00

1. Introduction du thème no°2: **Les stratégies d'investissement agricole de la communauté internationale et leurs implications pour les exploitations familiales**– Nora McKeon (Terra Nuova) et Patrick Mulvany (Practical Action)
2. Débat

16 :00 – 16 :15 : Pause-café

16:15 – 18 :00

3. Introduction du thème no°3: **Les OP dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des programmes d'appui : quelle participation/implication et quel l'impact ?** – Elisabeth Atangana (PROPAC)
4. Présentations par les trois plateformes régionales – Annick Sezibera (EAFF), Kolyang Palebele (PROPAC), François Lokossou (ROPPA)
5. Débat

Suspension des travaux de la rencontre

Jour 2 –

5 mai 2011

8 :30 – 10 :30

Session 3: Modérateur – Elisabeth Atangana (PROPAC)

1. Présentation de la synthèse de la 1ère journée suivie de questions
2. Réactions par les trois plateformes régionales – Kolyang Palebele (PROPAC), Stephen Muchiri (EAFF), Mamadou Goïta (ROPPA)
3. Débat

10 :30-10 :45 : Pause-café

10 :45 -12 :30

Session 4 : Modérateur – Mamadou Goïta (ROPPA)

Thème no 4 : **Prochains pas - plan d'actions prioritaires, agenda, acteurs et organisations, ressources.**

12 :30 – 14 :00 : Pause-déjeuner

14 :00 – 17 :00 (avec pause-café de 15 :30 à 15 :45)

Thème no 4 : continuation et conclusion

Clôture de la rencontre: Elisabeth Atangana

ANNEX 2 Participants

PAFO: Elisabeth Atangana

EAFF: Stephen Muchiri (Kenya) et Annick Sezannick (Burundi)

ROPPA: Mamadou Goïta (Mali) et Leopold Lokossou (Benin).

PROPAC: Elisabeth Atangana (Cameroun), Celestin Nga (Cameroun), Koliang Palebele (Tchad)

Practical Action/EuropAfrica/More&Better/Concord European Food Security Working Group: Patrick Mulvany

Terra Nuova/EuropAfrica/More&Better/Concord European Food Security Working Group: Nora McKeon

Attendu mais profondément regretté : Ndiogou Fall et Ousmane Ndiaye

ANNEX 3 Forums/processus politiques à cibler

En Afrique

- Les processus du PDDAA aux niveaux national, régional et continental
- Les Programmes de Sécurité alimentaire aux niveaux national et régional
- Formulation et mise en œuvre de politique agricole aux niveaux national et régional
- Application de Directives de l'Union Africaine sur la Propriété foncière
- Accords de partenariat Économiques et d'autres accords commerciaux

Au Niveau International

- Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale (CFS) : la prochaine séance plénière aura lieu du 17 au 22 octobre 2011. Elle sera précédée par le forum de la société civile.
- Opportunité pour les OP africaines de contribuer dans les débats et documents sur lesquels les décideurs vont se baser à travers le CSM et l'IPC.
- Questions pertinentes à ordre du jour de 2011 :
- ✓ Adoption des Directives Volontaires sur la gouvernance de terre et d'autres Ressources naturelles
- ✓ Investissement dans agriculture avec accent sur les petits cultivateurs.
- ✓ Volatilité des prix;
- ✓ Développement d'un Cadre Stratégique Globale pour la Sécurité alimentaire

- **FAO (organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)**
- Rapport sur l'état de l'Alimentation et l'Agriculture en 2012 : question spéciale sur les investissements en agriculture. Occasion pour les OP de contribuer au contenu.
- Travail de la FAO sur le développement d'un cadre pour les investissements en agriculture mettant en évidence l'importance des investissements propres des paysans. Occasion pour les OP d'apporter leur contribution.
- Possibilité de coopération avec la FAO pour améliorer la participation des plateformes des OP dans la formulation de Plans d'Investissement de Pays dans des pays où les gouvernements ont demandé l'appui de la FAO.

- **FIDA**
- Forums de Paysans
- Les programmes d'appui pour le renforcement de capacités des OP (programmes de CE/FIDA) et pour l'implication des OP dans programmes du GAFSP.

- **Commission européenne**
- La collaboration avec le Concord European Food Security Working Group et le programme EuropAfrica offre l'opportunité pour le suivi de l'impact des politiques et pratiques de l'Europe sur l'agriculture familiale durable africaine et pour un plaidoyer efficace.
- Appui pour le renforcement des capacités des OP (programmes CE/FIDA)

- **Global Agriculture and Food Security Programme (GAFSP)** – prochaine réunion du Comité de pilotage 7-8 juin 2011.
- La participation des OP africaines au Comité de pilotage en compagnie d'autres OSC offre une opportunité pour le plaidoyer.
- Les discussions sur la nouvelle focalisation de critères d'appel offrent l'opportunité de mettre en évidence les questions de modèle d'agriculture.

- L'opportunité de mettre sous surveillance la SFI (la Société financière internationale) et la critique de sa stratégie de partenariats publics-privés.
- **G20 (juin 2011)**
 - La volatilité des prix, les principes IRA, les petits producteurs sont à l'ordre du jour de la Présidence française.
- **Rio+20 (juin 2012)**
 - Économie verte - nourriture et agriculture

les investissements dans l'agriculture pour renforcer l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique

La question des investissements dans l'agriculture est une question essentielle en Afrique et la manière et la cible où sont dirigés ces investissements est une préoccupation importante pour les exploitants agricoles familiaux africains et leurs organisations. Du PDDAA au Comité révisé sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, la priorité est accordée à l'accroissement des investissements pour assurer la sécurité alimentaire. Bien qu'il y ait actuellement un engagement de la part des institutions multilatérales et de nombre de bailleurs de fonds à accorder une plus grande priorité à l'appui aux exploitants agricoles familiaux, de nombreuses questions doivent être étudiées en profondeur pour s'assurer que le soutien proposé est celui souhaité et est potentiellement bénéfique aux exploitants agricoles familiaux africains et leurs systèmes alimentaires durables. Les systèmes d'agriculture familiale productifs et résistants actuellement nourrissent plus de 80% de la population africaine et pourrait en nourrir davantage

Les plateformes paysannes Africaines concluent que pour défendre et promouvoir l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire, il convient de:

1. avoir une approche commune face aux investissements agricoles néfastes qui captent les ressources productives, imposent des modèles de production industriels et mettent en œuvre des politiques, stratégies et la recherche et d'autres programmes qui détruisent les systèmes alimentaires locaux ;
2. réorienter les investissements dans l'agriculture vers des modèles de production plus agro écologiques, sensibles à la biodiversité et résistants, soutenus par une recherche participative, le développement et la vulgarisation des systèmes sous le contrôle des agriculteurs ;
3. accorder la priorité aux investissements agricoles qui soutiennent les exigences d'infrastructures et d'intrants de l'agriculture familiale durable ;
4. sécuriser les investissements dans l'agriculture pour améliorer l'efficacité, les capacités et les aptitudes des organisations et des réseaux paysans, y compris la capacité des agriculteurs à s'auto organiser, par exemple en coopératives ayant des principes sociaux, économiques, de bien-être et d'équité;
5. s'assurer qu'il existe une participation significative de nos réseaux et organisations, particulièrement par l'utilisation de l'approche adoptée par les États en faveur de l'engagement de la société civile dans le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) qui reconnaît l'autonomie des organisations de la société civile et les invite - surtout les petits producteurs de denrées alimentaires - comme participants à part entière. Les accords existants par exemple dans le PDDAA accéléré et d'autres programmes d'investissements ne sont pas assez efficaces.



Cette publication, et le workshop qui a généré le rapport, a été rendu possible par le réseau Plus et Mieux, CONCORD et l'UE, à travers le projet d'éducation au développement "EuropAfrica: vers la souveraineté alimentaire". Les contenus de ce document reflètent la seule responsabilité des partenaires du projet et ne reflètent pas la position de L'Union Européenne.